

Regards catholiques sur les villes québécoises

Une haine à géométrie variable (1918-1939)

Catholic outlooks on Quebeckers cities. A flexible hatred (1918-1939)

Miradas católicas sobre las ciudades del Quebec. Hostilidad de geometría variable (1918-1939)

Harold Bérubé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25735>

DOI : 10.4000/assr.25735

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 47-62

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Harold Bérubé, « Regards catholiques sur les villes québécoises », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 20 février 2017, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25735> ; DOI : 10.4000/assr.25735

Harold Bérubé

Regards catholiques sur les villes québécoises

Une haine à géométrie variable (1918-1939)

En 1921, le recensement effectué par le gouvernement canadien confirme une tendance qui apparaissait déjà nettement depuis le début du siècle : la province de Québec est désormais majoritairement urbaine. C'est un seuil qui ne passe pas inaperçu et suscite inquiétude et hostilité dans les milieux catholiques. La haine de la ville et du milieu urbain n'est pas une nouveauté dans l'histoire de l'Église québécoise, mais la période de l'entre-deux-guerres mérite une attention particulière. À la lumière des résultats du recensement, il devient plus difficile de se cantonner dans un certain *agriculturisme* et les discours émanant des milieux catholiques prennent peu à peu acte de l'urbanisation irréversible du Canada français. Dans les pages qui suivent, je propose d'explorer ces regards sur la ville à travers différentes revues émanant des milieux catholiques. Cette recherche s'inscrit dans une réflexion plus large sur la façon dont est pensée la ville dans la société québécoise au fil du XX^e siècle et permettra de dessiner les contours du discours généralement hostile que lui réservent, durant l'entre-deux-guerres, les membres du clergé et les intellectuels canadiens-français issus de la mouvance traditionaliste. Je montrerai toutefois que ces discours varient selon l'endroit où se tourne le regard de leurs auteurs, notamment en ce qui a trait aux deux plus importantes villes de la province, Québec et Montréal, et reflètent certaines particularités du contexte québécois. Je conclurai sur certaines des pistes qui permettront d'élargir et d'approfondir l'étude des représentations de l'urbanité dans la société québécoise durant cette période charnière.

La haine de la ville : de la théorie à la pratique

La haine de la ville se retrouve en filigrane d'un grand nombre d'études, que ce soit à cause du sujet dont il est question – pensons aux recherches consacrées aux différents mouvements de réforme urbaine ou à la suburbanisation – ou du regard que porte le chercheur sur le milieu urbain – Lewis Mumford est l'exemple d'un tel observateur, fasciné par la ville, mais horrifié par les formes les plus récentes de son développement. Néanmoins, le premier ouvrage à aborder spécifiquement la question est *The Intellectual Versus the City* de Morton et Lucia

White (1962), qui explore ce trait paradoxal de la pensée américaine que l'on peut suivre à travers différentes figures marquantes allant de Thomas Jefferson à Frank Lloyd Wright. Mentionnons également certains travaux ayant traité plus globalement de la question des attitudes face à la ville, comme ceux d'Andrew Lees (1985) ou Raymond Williams (1973), et qui ont effleuré la question du rejet de l'expérience urbaine¹. Depuis un peu plus de dix ans, on observe une multiplication des études consacrées spécifiquement à la haine de la ville. Du côté anglo-saxon, soulignons la parution d'un collectif dirigé par Michael J. Thompson (2009), qui souligne que si la pensée *antiurbaine* comme réaction immédiate au processus d'urbanisation a été mise en relief dans la recherche passée, peu d'efforts ont été consacrés à la théorisation de ce phénomène ou à l'étude de sa persistance. En ratissant plus large, on pourrait également inclure des recherches comme celle de Robert M. Fogelson, qui a mis en évidence l'importante part *antiurbaine* de l'idéal suburbain (2005). Dans la sphère francophone, Bernard Marchand et Joëlle Salomon Cavin ont largement contribué à ce champ, consacrant d'importantes monographies aux cas français et suisse (B. Marchand, 2009 ; J. Salomon Cavin, 2005) et dirigeant un collectif regroupant des études de cas transportant le lecteur de l'histoire du Japon à la ville futuriste mise en scène dans le *Blade Runner* de Ridley Scott (J. Salomon Cavin, B. Marchand, 2010)². Ces travaux permettent d'observer non seulement la grande variété de formes que prend le rejet de la ville moderne, mais également de dresser un premier inventaire des pratiques qu'il inspire et nourrit. Ces recherches ont eu peu d'échos au Québec. D'une part, un peu comme le constatait Salomon Cavin pour le cas suisse (2010, 14), cette haine de la ville est considérée comme une évidence, un trait qui caractérise la pensée des élites dites « clérico-nationalistes » contre lesquelles s'est édifié le Québec moderne. D'autre part, ici comme ailleurs, elle est source d'une certaine gêne, car elle représente le rejet d'un trait fondamental de la modernité, du lieu qui en constitue en quelque sorte l'épicentre. Pourtant, il est nécessaire de comprendre les origines et les implications de cette attitude face à la ville, car elle a toujours de puissants échos de nos jours. Prenons-en pour preuve la suburbanisation qui se poursuit sans relâche dans la région montréalaise et le peu de succès qu'a la ville centrale dans ses efforts pour y retenir les jeunes familles³. Qu'entendons-nous alors par haine de la ville ? Qu'on

1. On pourrait aisément ajouter à cette liste les ouvrages de Richard Sennett *Families Against the City* (1970) et *The Fall of Public Man* (1977), qui explorent plusieurs facettes de la haine de la ville aux États-Unis.

2. S'y ajoute un collectif dirigé par A. Baubérot et F. Bourillon (2009), qui comprend un texte de J. Salomon Cavin. B. Marchand, quant à lui, est membre du comité scientifique de l'ouvrage.

3. Certes, des facteurs économiques expliquent en partie cette situation, mais des enquêtes d'opinion permettent de mesurer le jugement sévère que porte la majorité des Québécois, incluant les Montréalais, sur la métropole. Voir à titre d'exemple le sondage réalisé par Léger Marketing à la demande du *Journal de Montréal* (2011).

la qualifie de pensée *antiurbaine* ou d'*urbaphobie*, elle désigne une condamnation, un rejet de la ville et de l'urbanité, et non la simple critique de ce milieu, qui peut très bien être faite par amour du fait urbain. Ce sentiment a une longue histoire, que l'on pense à la place généralement ingrate réservée aux cités dans la Bible (J. Ellul, 2003 [1975]) ou encore aux critiques que pouvaient adresser à cet environnement les Romains de l'Antiquité (L. Mazzolani, 1970). La donne change néanmoins avec l'accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation au XIX^e siècle : « la critique s'intensifie et prend des formes nouvelles. [...] La société, la civilisation, la race même, avec tout ce que ce terme a d'équivoque, sont désormais entraînées dans la danse macabre que dessine la rhétorique *anti-urbaine* » (A. Baubérot, 2009 : 10). Comme l'explique Joëlle Salomon Cavin, l'*urbaphobie* devient alors « un système d'idées, de jugements, de valeurs hostiles à la ville qui possède la capacité d'orienter les pratiques » (J. Salomon Cavin, 2010 : 15-16). C'est cette dernière définition du concept que je retiendrai : la haine de la ville non pas comme simple phobie ou comme sentiment individuel, mais comme composante d'une idéologie, comme idée structurant à la fois le discours et les pratiques de ceux qui y adhèrent. Salomon Cavin a également émis deux hypothèses qui ont orienté ma lecture des sources et mon interprétation de leur contenu (J. Salomon Cavin, 2010 : 17-19).

D'abord, mon étude part de la prémisse que si cette pensée *antiurbaine* est un phénomène transnational, ses manifestations sont très largement conditionnées par le contexte local, et tout particulièrement par le processus de construction des identités nationales. Pour l'Église catholique des premières décennies du XX^e siècle, « cette ville de la modernité convertie à la religion du Progrès, de la Science et de la Technique [...] désenchante le monde et d'une certaine manière le déchristianise » (Paquot, 2004 : 7). L'Église québécoise embrasse cette vision des choses, mais, au fil de la seconde moitié du XIX^e siècle, elle a également su se donner le rôle de gardienne de la survivance de la nation canadienne-française. Généralement soucieuse de ne pas trop s'engager aux côtés des grandes figures politiques de ce nationalisme – surtout après la condamnation de l'Action française de Paris, en 1926 –, elle n'en veille pas moins activement sur « l'âme de la race », « représentée par une image où dominant trois teintes, la catholicité, la francité et la ruralité » (J. Hamelin, 1984 : 308). Son discours sur le monde urbain est donc nourri par les inquiétudes du catholicisme romain, mais également par celles d'un nationalisme canadien-français inquiet de sa survivance. Salomon Cavin postule ensuite que la haine de la ville est un trait durable de la pensée occidentale, mais qu'elle se manifeste avec plus d'acuité lors de certains moments forts. Il est clair que la période de l'entre-deux-guerres représente un tel épisode. La société québécoise est alors majoritairement urbaine, mais c'est une urbanisation inégale du territoire, et les disparités ethno linguistiques et régionales sont importantes. Les anglophones, majoritairement protestants, se concentrent plus que jamais à Montréal, les francophones la préfèrent de plus en plus aux manufactures américaines ou à la campagne, et la majorité des

immigrants qui arrivent dans la province pour s'y établir choisissent également la métropole. Un réseau urbain assez dense s'étend déjà en périphérie de Montréal et dans les Cantons de l'Est, alors qu'en parallèle, le développement des ressources naturelles entraîne une urbanisation rapide de certaines régions jusque-là périphériques (P.-A. Linteau *et al.*, 1989 : 469-474). L'urbanisation suscite des inquiétudes au sein des élites catholiques dès la fin du XIX^e siècle, l'évêque de Montréal, monseigneur Paul Bruchési, s'attaquant régulièrement dans ses lettres pastorales aux mœurs urbaines.

Au même moment, l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891 propose une doctrine sociale catholique qui répond en partie à l'accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation et qui commencera à avoir des échos au Québec à partir du début du XX^e siècle. Aux critiques en chaire de différents aspects de l'urbanité s'ajoutera une volonté de former des apôtres laïcs qui contribueront à la sauvegarde de la foi dans les villes industrielles, un effort qui s'accélère au lendemain de la Première Guerre mondiale. Au sein de l'Église québécoise, on sent bien que, malgré une emprise culturelle qui n'a fait que s'accroître dans l'espace public au début du siècle, un fossé se creuse entre l'institution et ses fidèles, tout particulièrement en milieu urbain. En parallèle, le messianisme qui animait un certain nationalisme canadien-français est remplacé, au rythme du déclin des communautés francophones hors Québec, par un nationalisme défensif centré sur la « Belle province ». L'ajout de la crise économique des années 1930 fait définitivement de l'entre-deux-guerres un « moment fort » pour l'Église et la société québécoise (Hamelin, 1984 : 359-365). Pour saisir les caractéristiques et l'évolution des discours catholiques relatifs à la ville durant l'entre-deux-guerres, je me suis intéressé à cinq publications : *L'Action française*, *L'Action nationale*, *les Publications de l'École sociale populaire*, *l'Œuvre des tracts* et la *Collection des Semaines sociales*. Les deux premières sont le fruit des efforts de la Ligue d'action nationale, groupe formé en 1913 sous le nom de Ligue des droits du français et qui, après la Première Guerre mondiale, délaisse la seule défense du français pour embrasser plus largement la cause nationaliste. Ces revues deviennent « le laboratoire de ces intellectuels qui cherchent tout à la fois à penser et à panser la nation, une nation profondément affectée par les transformations provoquées par l'industrialisation et l'urbanisation » (P. Ryan, 2006 : 12). La première est publiée de 1917 à 1929, alors que la seconde reprend le flambeau en 1933 et est toujours en activité. Durant l'entre-deux-guerres, des intellectuels – tant des laïcs que des clercs – s'y expriment sur les sujets de l'heure et la revue connaît un tirage important pour une publication du genre⁴. Les *Publications de l'ESP*, *l'Œuvre des tracts* et la *Collection des semaines sociales* sont des émanations de l'École sociale populaire (ESP), créée en 1911 pour vulgariser la doctrine sociale de l'Église et aider les ouvriers à s'organiser conformément à ses

4. À ses débuts, *L'Action française* a un tirage de 3 500 exemplaires. Durant la majeure partie des années 1920, elle se maintiendra à plus de 5 000 abonnés (S. Mann Trofimenkoff, 1975 : 39).

principes (Hamelin, 1984 : 227-229). Ayant une influence limitée avant la crise économique des années 1930, l'ESP connaît un important regain d'activité après 1930 grâce aux efforts du jésuite Joseph Papin Archambault, qui est à sa tête depuis 1928 et en fera un instrument efficace de communication (J. Hamelin, 1984 : 377-382). Soulignons finalement que les animateurs de ces publications – en grande majorité des hommes issus des professions libérales ou du clergé – fréquentent les mêmes cercles et sont en grande partie basés dans la métropole montréalaise⁵.

« Aujourd'hui l'équilibre est brisé » : concilier urbanité, foi et nationalité ?

Les raisons de haïr la ville moderne sont nombreuses et variées en Occident. Il y a tout de même un certain nombre de constantes dans la pensée *antiurbaine* : la peur des foules, de leur hétérogénéité et de leur cosmopolitisme ; la dénonciation d'un appareil politique lourd et corrompu ; la critique du matérialisme, de l'amour de l'argent et du commerce ; les effets environnementaux et sociaux de l'industrialisation ; les périls moraux associés aux mœurs et à la culture urbaines (M. White et L. White, 1962 : 222). Une étude des discours catholiques canadiens-français de l'entre-deux-guerres permet d'identifier quels éléments de ce registre sont mis en relief au Québec. Dans les publications de la Ligue d'action nationale et de l'École sociale populaire, la ville est d'abord et avant tout une menace à la foi, et spécifiquement à la foi catholique, ce qui est peu étonnant venant d'intellectuels catholiques et traditionalistes. Dans une de ses premières grandes enquêtes, menée sur le thème de « Nos forces nationales »⁶, *L'Action française*, par la plume de monseigneur Louis-Adolphe Pâquet, y va d'une charge à cet effet dès 1918 :

Les groupements politiques, les relations d'affaires, les rapports de société et d'urbanité mettent, chez nous, en contact des hommes que la question religieuse divise. Division souvent éphémère. Peu à peu, sous l'influence de l'intérêt, les principes se relâchent, les convictions s'ébranlent. Le libéralisme fait son œuvre.

Et l'on en vient à se persuader que, si les esprits peuvent s'entendre sur le terrain économique et social, la même entente pourrait fort bien s'opérer sur le terrain de la religion. (L.-A. Pâquet, 1918 : 7-8)

Pâquet, qui est une figure influente de l'ultramontanisme canadien-français, mais dont l'étoile pâlera bientôt à la lumière des nouveaux problèmes auxquels est confrontée l'Église, reprend des idées que l'on retrouve, au même moment, ailleurs dans le monde catholique, s'inquiétant globalement de l'impact de la vie

5. Là-dessus, consulter *L'engagement sociologique : la tradition sociologique du Québec francophone, 1886-1955* de J.-P. Warren (2003).

6. Adoptant la sociologie catholique et ses méthodes, l'équipe de *L'Action française* aura fréquemment recours à de vastes enquêtes annuelles sur différents thèmes. (P. Ryan, 2006 : 46-47)

urbaine sur la foi. Ce qui distingue son intervention (et c'est une idée qu'exprimeront d'autres plumes des premières années de l'après-guerre), c'est que la menace à laquelle fait face le catholicisme canadien-français ne vient pas seulement du libéralisme, mais également de cet *Autre* religieux : le protestant. Contrairement aux catholiques français ou belges par exemple, les Canadiens français doivent composer avec un environnement urbain souvent dominé sur le plan économique et culturel par une influente minorité *angloprotestante*. Avant le risque de perdre la foi, il y a donc la menace de changer de foi. Les discours catholiques sur le fait urbain québécois ne sauraient faire l'économie de la question nationale. En fait, la majeure partie des discours recensés dans le cadre de cet article touche de près ou de loin aux rapports entre ville et nation, et c'est d'abord à partir de cette question que s'y organise l'opposition urbanité/ruralité. La campagne demeure, durant l'entre-deux-guerres, le milieu que les intellectuels catholiques et traditionalistes privilégient dans leurs écrits, la ville représentant un environnement où les Canadiens français deviendront « des facteurs amoindris d'action française », notamment à cause de leurs contacts avec une population plus cosmopolite (E. L'Heureux, 1918 : 224). On craint qu'ils ne s'écartent de l'idéal national, emportés par le tourbillon de la vie en ville. Plusieurs auteurs font également valoir que les conditions de vie en milieu urbain, tant sur le plan hygiénique que moral, affaiblissent le caractère de la « race » et ils n'ont de cesse d'appeler à un retour à la terre. C'est un appel qui se fait plus pressant dans le contexte de la crise économique des années 1930, le chômage massif se conjuguant à des taux de mortalité infantile qui dépassent largement ceux que l'on observe ailleurs en Amérique du Nord : « C'est un fait reconnu qu'en ville la race canadienne s'amoindrit, qu'elle dégénère physiquement et moralement. À la campagne, elle renaît, elle grandit, elle reprend sa force et sa virilité » (Anonyme, 1932 : 14). L'attrait de la ville met d'ailleurs en péril la pérennité même de ce monde rural qui devrait servir de terreau à la nation. Elle détourne le jeune agriculteur de sa vocation, lui remplit l'esprit d'aspirations malsaines : « la vie de ville, comme une sirène malfaisante, attire précisément ceux qui ne la connaissent pas pour ce qu'elle est véritablement, avec ses luttes incessantes, avec ses rues bruyantes et chaudes comme des étuves, avec cette existence toute de fièvre et de hâte dont les effets désastreux sur la génération qui pousse commencent déjà à préoccuper nos sociologues » (Baudoin, 1922 : 50). Dans le même sens, plusieurs textes rappellent que le milieu urbain détourne vers le logement ouvrier des ressources étatiques qui pourraient aller au crédit rural par exemple⁷. Dans un sermon de 1925, la figure de proue du nationalisme canadien-français de l'entre-deux-guerres, l'abbé Lionel Groulx, propose un inventaire exhaustif des maladies qui affectent le corps national⁸ : « la concentration désordonnée de nos populations

7. Voir le texte d'Olivar Asselin, « Le problème économique : les lacunes de notre organisation économique ». (O. Asselin, 1921 : 134)

8. Le sermon, sur le thème du devoir des universitaires catholiques, est prononcé le 4 octobre 1925 à l'église Saint-Jacques de Montréal.

dans les villes, ces grandes consommatrices de capital humain, les maux rapides et effrayants qui s'en suivent, les lectures déplorables dont notre peuple nourrit quotidiennement son intelligence, les amusements, les spectacles déformateurs où, dans les grands centres, il engloutit avec ses mœurs, le meilleur de ses économies » (L. Groulx, 1925 : 224). Groulx soulève ainsi un autre aspect important de cette *urbaphobie* catholique québécoise de l'entre-deux-guerres : la menace idéologique et culturelle. Il fait ainsi écho à la déclaration d'ouverture de la Semaine sociale canadienne-française de 1922 consacrée au thème du capital et du travail et où le jésuite Joseph-Papin Archambault voit dans les centres industriels « des bouillons de culture propices » au développement et à la propagation d'idées menaçant les mœurs et l'ordre social (J.-P. Archambault, 1922 : 28). À mesure que les années 1920 avancent, la menace se précise et la ville est de plus en plus explicitement associée aux idées socialistes. À cet égard, les pamphlets issus de l'*Ceuvre des Tracts* ou des *Publications de l'ESP* (toutes deux dirigées par Archambault) traitant de la menace socialiste ou communiste, rares dans les années 1920, iront en se multipliant à partir de 1930. Le milieu urbain met également en danger cette unité fondamentale de la nation canadienne-française qu'est la famille. À cet égard, les discours catholiques sur la ville consacrent beaucoup d'espace aux dangers qui guettent la femme, généralement incarnée par une jeune campagnarde naïve :

Un danger particulier l'attend dès son arrivée en ville. À peine descendue sur le quai de la gare, les conducteurs d'automobiles se présentent gentiment à elle et s'offrent à la conduire à destination. La jeune fille non avertie accepte souvent la proposition, sans soupçonner le piège qu'on lui tend. Quand elle découvre le rusé projet, elle est loin de l'endroit où elle dirigeait ses pas. Elle se rend compte, mais trop tard, que l'ennemi a trompé sa victime. Peut-être aura-t-elle à pleurer toute sa vie le triste jour de son entrée en ville. (J. Bonhomme, 1929 : 150)

Plus largement, le milieu urbain déstabilise la famille traditionnelle de mille et une façons : les pères de famille y quitteraient plus fréquemment le foyer familial ; prostitution, concubinage, divorce, mœurs légères y seraient monnaie courante. S'y ajoutent des périls plus prosaïques : l'instabilité liée aux déménagements fréquents, les occasions trop faciles de dilapider le pécule familial, le risque de perdre l'habitude d'économiser, de vivre simplement. Comme le résume Joseph-Papin Archambault lors de la Semaine sociale de 1923 : « La natalité a baissé. L'autorité paternelle ne possède plus son antique prestige. Les relations entre jeunes gens et jeunes filles se sont libérées des sages réserves traditionnelles. Bref, la licence s'est taillée un large domaine là où jadis l'Évangile régnait sans conteste » (J.-P. Archambault, 1923 : 16). Ces discours dessinent à grands traits l'imaginaire *anti-urbain* qui domine la pensée catholique québécoise de l'entre-deux-guerres. On ne s'étonnera évidemment pas de voir des acteurs traditionalistes entonner de tels discours, qui plongent leurs racines dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mais on observe durant l'entre-deux-guerres différentes inflexions qui témoignent d'une véritable recherche de voies ou de moyens qui permettraient de concilier modernité urbaine, catholicisme et nationalisme canadien-français.

En d'autres mots, il n'est plus possible ou suffisant de rejeter l'expérience urbaine en bloc. Encore faut-il déterminer comment la concilier aux impératifs de la foi et de la nation. Ainsi, comme le laissent deviner plusieurs de ces textes, ce n'est plus nécessairement le fait urbain dans son ensemble qui est condamné. Nombreux sont ceux qui distinguent explicitement les villes de petite ou moyenne taille de celles qu'on qualifie « d'agglomérations corruptrices » (Lacroix, 1922 : 238). Particulièrement dans les années 1920, plusieurs auteurs catholiques, généralement des experts plutôt que des clercs, se montrent favorables au développement d'une industrie canadienne-française dans des villes de petite taille où il sera possible de maintenir un équilibre plus sain avec le milieu rural. Dans un numéro de *L'Action française* consacré à la problématique agricole, Charles Gagné, professeur à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, explique que :

[dans] les grandes villes industrielles modernes, la population, atteinte souvent pour un dixième de la plaie du paupérisme, doit mourir de faim ou ne consommer que des denrées de qualité inférieure, tandis que dans les petites villes les consommateurs sont généralement tous en état d'acheter les produits de la ferme nécessaire à leur alimentation. (C. Gagné 1924, 235-236)

C'est un argumentaire qui est également porté par l'économiste Esdras Minville :

Sous l'impulsion du mouvement industriel du début de ce siècle, nous avons vu surgir sur notre territoire des grands centres, des villes immenses dont le peuplement s'est effectué au détriment des campagnes. Aujourd'hui l'équilibre est brisé, ou bien près de l'être, entre l'élément urbain et l'élément rural de notre population. (E. Minville 1924, 330-331)

Ainsi que par le pionnier du syndicalisme catholique Gérard Tremblay, qui dans une des *Publications de l'ESP* sur « Le chômage », explique que :

Si nous continuons de rompre l'harmonie qui doit exister entre notre production industrielle et notre production agricole, la richesse apparente de notre province pourra devenir considérable, c'est-à-dire les placements industriels des capitalistes étrangers pourront prendre des proportions immenses, le nombre des usines aux longues cheminées noircies pourra s'accroître, les capitalistes et les millionnaires profiteront et feront souche, mais notre peuple – la race autrement dit – perdra sa vigueur, sa liberté, son bonheur. (G. Tremblay, 1924 : 2)

En d'autres mots, pour un nombre croissant de penseurs catholiques québécois de l'entre-deux-guerres, haïr la ville n'est pas condamner l'ensemble du milieu urbain, mais rejeter une manifestation particulière de l'urbanité : ces grands centres qu'on associe à la rupture d'un équilibre essentiel à la préservation de la foi, et donc de la nationalité, mais également ces métropoles où l'industrie et le capital ne sont pas entre les mains de compatriotes canadiens-français, où l'exploiteur prend un visage étranger, généralement anglophone et protestant. D'ailleurs, il est important de souligner que, parallèlement aux catholiques de la province, les protestants déploient leurs propres discours et pratiques pour faire face à l'urbanisation croissante de la société canadienne. Si une comparaison

approfondie des deux traditions dépasse le cadre de ce texte, différents aspects du réformisme protestant méritent d'être mis en relief⁹. Ainsi, alors que les Canadiens français semblent surtout s'inspirer des catholiques francophones d'Europe, les protestants de la province se tournent d'abord vers leurs homologues britanniques, puis du côté américain. Les acteurs engagés dans les différents mouvements réformistes protestants de la fin du XIX^e siècle et des premières décennies du suivant sont toutefois assez proches de ceux que l'on observe du côté catholique. On y retrouve un certain nombre de membres du clergé et d'intellectuels protestants, mais également des professionnels de la santé et de l'éducation. Les problématiques sur lesquelles se concentrent les promoteurs de la « moral and social reform » (M. Valverde, 2008 [1991] : 17) sont également semblables à celles qui tourmentent les catholiques : lutte aux vices (alcool, prostitution et jeu), aux menaces à la famille (divorces, enfants illégitimes), aux bonnes mœurs (cinéma, littérature obscène) et à la paix sociale (immigration, idées politiques subversives). Ultimement, la grande différence entre les deux traditions est que, à l'exception d'un petit nombre d'initiatives visant surtout les enfants, les protestants ne prôneront jamais sérieusement un mouvement de retour à la campagne et, dès la fin du XIX^e siècle, s'engageront plutôt dans des efforts pour purifier, aux sens moral et physique du terme, l'environnement urbain. Ajoutons d'ailleurs que rien ne suggère qu'il y ait eu dialogues ou échanges entre catholiques et protestants québécois sur ces questions, et le cloisonnement entre les deux communautés qui est la norme depuis le XIX^e siècle semble primer. Si les intellectuels catholiques étudiés évoquent parfois les succès des réformistes protestants, par exemple sur le plan de la mortalité infantile, c'est uniquement pour en critiquer les modalités et le coût moral¹⁰.

Des capitales catholiques ? Les deux pôles du réseau urbain québécois

Deux agglomérations ont tour à tour dominé le réseau urbain québécois et demeurent ses principaux pôles : Montréal et Québec. La façon dont elles sont traitées dans les discours étudiés permet de voir à quel point on a de moins en moins affaire à une haine généralisée, mais plutôt à une hostilité orientée vers une cible bien précise. Situons d'abord rapidement les deux villes. À partir de la fin du XIX^e siècle, Montréal est sans conteste la métropole économique du

9. Je m'inspire ici essentiellement de l'ouvrage que M. Valverde a consacré au réformisme moral au Canada anglais entre 1885 et 1925, et en particulier du chapitre « The city as moral problem ». (2008 [1991], 129-154)

10. Par exemple, Mgr Eugène Lapointe, un autre acteur important dans le développement d'un syndicalisme catholique, explique que : « Si la préservation des nouveaux-nés est le meilleur indice de la moralité protestante, qui se confond souvent avec la philanthropie, elle renseigne mal sur l'état moral des consciences. Tel peuple, telle ville, où sévissent le divorce et le malthusianisme, seraient à ce compte des modèles de vertu ! ». (1923, 32)

Canada. En forte croissance durant les années 1920, l'agglomération atteint un million d'habitants (la ville en tant que telle compte 800 000 personnes en 1931). Cette croissance se traduit par une diversification de la population qui se poursuit jusqu'au début de la crise économique, même si le poids des *francocatholiques* continue d'y croître lentement (tournant autour de 63 % de la population durant l'entre-deux-guerres). Cette majorité francophone demeure dans une position d'infériorité économique par rapport à la minorité *angloprotestante* et la ville présente un visage essentiellement anglophone. Cette situation provoque une réaction nationaliste et catholique, qui se traduit notamment par la résurrection des parades de la Saint-Jean-Baptiste et l'érection d'une croix illuminée sur le mont Royal en 1924. *Francocatholiques* et *angloprotestants* demeurent ségrévés dans l'espace montréalais sur des lignes à la fois socioéconomiques et ethno-linguistiques. L'Église catholique contribue à cette structuration de l'espace, multipliant paroisses et institutions de toutes sortes pour bien marquer les territoires qui sont les siens ou qu'elle souhaite conquérir sur le plan symbolique (P.-A. Linteau, 1992). De son côté, Québec est un centre économique important durant la première moitié du XIX^e siècle, mais différents facteurs, dont la croissance de Montréal, contribuent à un déclin qui ne prend fin qu'au début du siècle suivant, l'industrie manufacturière faisant une remontée importante avant de s'effacer de nouveau durant l'entre-deux-guerres. La ville peut tout de même compter sur son statut de capitale politique provinciale, même si l'appareil gouvernemental demeure alors très limité. Soulignons d'ailleurs que, si elles ont déjà été des égales, Québec est une ville d'une toute autre échelle que Montréal, sa population passant de 97 000 personnes en 1921 à 133 000 en 1931. Cette croissance cache le déclin marqué de sa population *angloprotestante* : ils étaient 7 500 en 1871, ils sont moins de 4 000 en 1931. À l'opposé de Montréal, la ville présente un visage de plus en plus francophone et catholique durant les premières décennies du XX^e siècle (catholique à 88 % en 1871, à 96 % en 1931). L'Église y est dirigée, durant l'entre-deux-guerres, par deux personnages influents à l'échelle provinciale (et internationale) : le cardinal Louis-Nazaire Bégin (1892-1925) et le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve (1932-1947). Cette influence se fait sentir sur le plan institutionnel, la ville abritant un grand nombre de communautés religieuses et d'institutions d'éducation, dont la vénérable Université Laval (M. Vallières, 2008). Ces deux réalités très différentes se répercutent dans la place qu'occupent les deux villes dans les discours étudiés ici. Alors qu'elles abritent toutes deux fidèles et institutions importantes, elles incarnent deux capitales aux trajectoires très différentes. D'une certaine façon, Montréal est la capitale catholique qui aurait pu être : Ville-Marie, ville missionnaire que l'on aurait pu aisément opposer à la capitale économique et politique que représente Québec au temps de la Nouvelle-France. Pierre Homier, pseudonyme derrière lequel se cache l'inépuisable jésuite Joseph-Papin Archambault, se demande en 1918 :

Les hommes de Ville-Marie ont-ils dégénéré ? Leur force de tempérament, leur force de résistance s'est-elle affaiblie ? Comment ne pas l'avouer ? Un simple coup d'œil sur

notre ville nous en convaincra : quel agrégat informe de races, quelle cacophonie de langues, quel cosmopolitisme d'idées et de mœurs ! Même nos quartiers les plus canadiens-français sont entamés. La vague saxonne les mange tranquillement. (P. Homier, 1918 : 375)

Notons encore ici à quel point la menace urbaine prend la forme de l'*Autre angloprotestant*. Cet espoir déçu d'une Ville-Marie missionnaire sera d'ailleurs au cœur des célébrations du tricentenaire de Montréal en 1942 qui, à l'occasion de la guerre, sont littéralement détournées par l'Église catholique (H. Bérubé, 2003). Mais, plus encore, c'est la taille même de Montréal qui constitue une aberration. On la décrit par exemple comme une « excroissance horrible » (M. Tremblay, 1937 : 274). Si elle n'est pas toujours explicitement nommée, on sent clairement que dans la majorité des discours *antiurbains* évoqués plus haut, Montréal est la cible privilégiée, l'endroit où se manifeste le plus visiblement l'ensemble des tares associées au milieu urbain. D'autres ne se gênent évidemment pas pour la pointer du doigt. C'est par exemple le cas d'Archambault : « Montréal est une ville en majorité française et catholique, mais néanmoins de plus en plus cosmopolite. Elle renferme un grand nombre d'immigrants de nationalités diverses, dont de forts groupes de l'Europe centrale, déjà gagnés pour la plupart au bolchevisme avant d'entrer au pays¹¹ » (J.-P. Archambault, 1935 : 13). À l'opposé, Québec n'est jamais explicitement l'objet de critiques dans les publications étudiées. Au contraire, lorsqu'elle apparaît dans les discours, c'est généralement sous la forme d'une ville qui n'en est en quelque sorte pas une, ou du moins qui offre l'exemple d'une cité qui a su préserver son caractère non seulement catholique, mais le caractère équilibré, humain d'une ville prémoderne. Par exemple, dans les pages de *L'Action française*, on soulignera que, sur le plan esthétique, les villes québécoises offrent peu d'intérêt, mais on prendra bien soin d'excepter celle que l'on qualifie affectueusement de « Vieille capitale » (O. Maurault, 1918 : 370). Plutôt que d'apparaître dans les pages de ces publications comme une nouvelle Babylone, elle est le site de vénérables institutions religieuses ou encore le théâtre de grands rassemblements eucharistiques, comme c'est le cas en 1935 et en 1938 (J. Laramée, 1935 ; A. Grondin, 1938). Bref, même si cela s'explique d'abord par une déconfiture macroéconomique, Québec apparaîtra comme la vraie capitale catholique du Canada français, épargnée par l'urbanité *angloprotestante* qui caractériserait Montréal.



11. Soulignons que si les références antisémites sont relativement rares dans les revues étudiées – il y en a tout de même quelques-unes –, plusieurs ouvrages ont permis de mesurer l'importance relative de ce courant au Canada (français et anglais) durant l'entre-deux-guerres. Contentons nous ici de souligner que la peur du communisme l'emporte clairement dans les discours que j'ai analysés, même s'il est clair que, pour plusieurs auteurs évoqués ici, la figure du dangereux bolchévique est associée à une importante immigration juive en provenance de Russie et d'Europe de l'Est. Sur ce sujet, voir P. Anctil (1988).

À partir de ces écrits et discours, comment caractériser cette haine de la ville bien présente dans la pensée catholique québécoise de l'entre-deux-guerres ? Elle s'abreuve à des sources multiples, à des discours et à des idées que l'on retrouve ailleurs dans le monde catholique, mais elle est modulée en fonction du contexte local et national. Deux traits importants ressortent à cet égard. D'une part, le fait que cette haine est en bonne partie celle d'une seule ville, qui fera figure d'exemple caricatural des tares que l'on associe à l'urbanité. D'autre part, à des traits dénoncés dans le reste du monde catholique s'ajoute le caractère protestant et anglophone de la métropole du Canada. Non seulement elle est, de par ses caractéristiques métropolitaines, un territoire hostile à la foi, qui nécessite une action catholique vigoureuse si l'on veut y maintenir une présence durable, mais elle est également une ville qui est entre les mains de l'Autre anglophone et protestant, un territoire qui est perdu, donc plus facile à condamner ou à rejeter (même s'il faut mentionner ces voix qui en appellent à une reconquête, qui n'aura finalement lieu qu'à partir des années 1960). La ville de Québec fait alors office de modèle à suivre : une ville au visage résolument francophone et catholique, où l'industrie occupe – bien involontairement – une place réduite, où l'Église est en mesure d'assurer un encadrement plus serré des fidèles, dans un contexte où son message n'a pas à composer avec autant de rivaux que dans la métropole. Il ne faudrait toutefois pas croire que les discours *antiurbains* de l'entre-deux-guerres sont statiques. Avant 1929, les critiques catholiques sont féroces, mais moins tranchées. Au-delà des critiques évoquées plus tôt, un certain espace est consacré aux avenues qui permettraient de sauver la ville d'elle-même, qui permettraient aux Canadiens français de se réapproprier l'environnement urbain, notamment en décentralisant les activités industrielles vers de plus petits centres. Après 1929 toutefois, le ton se durcit considérablement et ces rares ouvertures disparaissent presque complètement à mesure que la crise économique s'intensifie. Pour la majorité des penseurs catholiques québécois de l'époque, cette crise est la démonstration irréfutable de la faillite de la ville et de l'urbanité. Dans ce contexte, le retour à la terre est la seule solution envisageable et on redoublera d'efforts pour faire la promotion de la colonisation des zones périphériques de la province. Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que des intellectuels catholiques s'efforcent de nouveau d'appivoiser la ville. Différentes pistes s'offrent à nous afin d'élargir et d'approfondir cette réflexion sur la relation qu'entretient la société québécoise avec le monde urbain. Il est évident qu'il y a un intérêt à explorer les discours *angloprotestants* qui sont élaborés et diffusés au même moment dans la province. Nous savons, par exemple, que l'important exode des élites *angloprotestantes* vers la banlieue est en bonne partie nourri et justifié par un rejet similaire du milieu urbain (H. Bérubé 2008). De même, l'exploration d'autres sources et l'élargissement de la période étudiée permettraient de voir dans quelle mesure il y a eu au Québec, comme Thierry Paquot l'a observé dans le cas français, un passage de la condamnation à une volonté de comprendre le déploiement territorial, culturel et social de la ville d'un point de vue catholique.

C'est d'ailleurs une volonté qui était déjà présente durant l'entre-deux-guerres, comme le soulignent ces propos tirés d'un texte du jésuite Adélarde Dugré, qui explique en 1926 dans les pages de *L'Action française* :

Ne l'oublions pas : si nous voulons sauver notre peuple, il ne suffit pas de sauver les campagnes, il faut sauver les villes. Car c'est la ville qui mène ; la campagne suit tôt ou tard. Dans les parlements, ce sont les élus des villes, les influences des villes qui gouvernent. Si la pureté de mœurs est contrainte de se réfugier dans les déserts, elle aura vite disparu. Avec elle disparaîtront les derniers vestiges de ce qui fait de nous une nation distincte : l'histoire du Canada français sera close pour toujours. (A. Dugré, 1926 : 79)

Harold BÉRUBÉ

Université de Sherbrooke – Département d'histoire
harold.berube@usherbrooke.ca

Bibliographie

- ANCTIL Pierre, 1988, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- ANONYME, 1932, *Pour la colonisation*, Montréal, Publications de l'École sociale populaire.
- ARCHAMBAULT Joseph-Papin, 1922, « Déclaration d'ouverture », in *Capital et travail : compte rendu des cours et conférences*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, p. 25-32.
- , 1923, « Déclaration d'ouverture », in *La famille : compte rendu des cours et conférences. Semaines Sociales du Canada, IV^e session*, Montréal, Secrétariat des Semaines Sociales du Canada, p. 13-27.
- , 1935, « La Menace communiste au Canada », Publications de l'École sociale populaire, p. 254-255.
- ASSELIN Olivar, 1921, « Le problème économique : les lacunes de notre organisation économique », *L'Action française*, 5 (3), p. 130-146.
- BAUBÉROT Arnaud, 2009, « Pour une histoire de l'urbaphobie », in Baubérot A., Bourillon F. (éds.), *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Val-de-Marne, Bière, p. 9-18.
- BAUBÉROT Arnaud, BOURILLON Florence (éds.), 2009, *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Val-de-Marne, Bière.
- BAUDOIN Gustave, 1922, « À propos de "Comment ils ont grandi" », *L'Action française*, 8 (1), p. 47-53.
- BÉRUBÉ Harold, 2003, « Commémorer la ville : une analyse comparative des célébrations du centenaire de Toronto et du tricentenaire de Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 57 (2), p. 209-236.
- , 2008, *Des banlieues qui se distinguent : gouverner Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal (1880-1939)*, thèse de doctorat (études urbaines), Montréal, Institut national de recherche scientifique – Urbanisation, culture et société.
- BONHOMME Joseph, 1929, « Les œuvres dans la cité », in *La cité : compte rendu des cours et conférences*, Montréal, Secrétariat des Semaines sociales du Canada.

- BRUCHÉSI Charles-Émile, 1923, « Les bases juridiques de la famille », in *La famille : compte rendu des cours et conférences. Semaines Sociales du Canada, IV^e session*, Montréal, Secrétariat des *Semaines Sociales du Canada*, p. 224-249.
- DUGRÉ Adélar, 1926, « La défense de notre capital humain : ses ennemis moraux », *L'Action française*, 15 (2), p. 66-79.
- ELLUL Jacques, 2003 [1975], *Sans feu ni lieu. Signification biblique de la grande ville*, Paris, Éditions de La Table Ronde.
- FOGELSON Robert M., 2005, *Bourgeois nightmares : suburbia, 1870-1930*, New Haven, Yale Univ. Press.
- GAGNÉ Charles, 1924, « Notre problème agricole, troisième partie », *L'Action française*, 11 (4), p. 221-237.
- GRONDIN Auguste, 1938, *Congrès eucharistique national de Québec, 22-26 juin 1938*, Montréal, L'Œuvre des tracts.
- GROULX Lionel, 1925, « Le devoir des universitaires catholiques », *L'Action française*, 14 (4), p. 220-235.
- HAMELIN Jean, GAGNON Nicole, 1984, *Histoire du catholicisme québécois, v. 03, t. 01 : xx^e siècle – 1898-1940*, Montréal, Boréal.
- HOMIER Pierre, 1918, « À travers la vie courante : Montréal en 1918 », *L'Action française*, 2 (8), p. 375.
- L'HEUREUX Eugène, 1918, « Les cercles de colonisation », *L'Action française*, 2 (5), p. 224-226.
- LACROIX André, 1922, « Le problème industriel au Canada », *L'Action française*, 8 (4), p. 236-248.
- LAPOINTE Eugène, 1923, « Le travail du dimanche dans notre industrie », Publications de l'École sociale populaire, 107.
- LARAMÉE Jean, 1935, *Le vieux Collège de Québec en marge d'un troisième centenaire (1635-1935)*, Montréal, L'Œuvre des tracts.
- LEES Andrew, 1985, *Cities perceived: urban society in European and American thought, 1820-1940*, Manchester, Manchester Univ. Press.
- LÉGER MARKETING, 2011, *Le grand sondage de la rentrée : la rivalité Montréal-Québec*, Montréal, Léger Marketing.
- LINTEAU Paul-André, DUROCHER René, ROBERT Jean-Claude, 1989, *Histoire du Québec contemporain, t. 01, De la Confédération à la crise 1867-1929*, Montréal, Boréal.
- LINTEAU Paul-André, 1992, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal.
- MANN TROFIMENKOFF Susan, 1975, *Action Française : French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto, Univ. of Toronto Press.
- MARCHAND Bernard, 2009, *Les ennemis de Paris. La haine de la grande ville des Lumières à nos jours*, Rennes, Presses Univ. de Rennes.
- MAURAUULT Olivier, 1918, « Tendances de l'art canadien », *L'Action française*, 2 (8), p. 369-373.
- MAZZOLANI Lidia Storoni, 1970, *The Idea of the City in Roman Thought: From Walled City to Spiritual Commonwealth*, Bloomington, Indiana Univ. Press.
- MINVILLE Esdras, 1924, « L'ennemi dans la place : le capital étranger », *L'Action française*, 11 (6), p. 323-347.
- PÂQUET Louis-Adolphe, 1918, « Nos forces nationales : notre foi », *L'Action française*, 2 (1), p. 3-13.

- PAQUOT Thierry, 2004, « Théologie chrétienne et urbanisation », *Annales de la recherche urbaine*, (96), p. 7-16.
- RYAN Pascale, 2006, *Penser la nation : la Ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac.
- SALOMON CAVIN Joëlle, 2005, *La ville, mal-aimée : représentations anti-urbaines et aménagement du territoire en Suisse : analyse, comparaisons, évolution*, Lausanne, Presses polytechniques et univ. romandes.
- , 2010, « Introduction – Idéologie et sentiment », in Salomon Cavin J. et Marchand B. (éds.), *Antiurbain. Origines et conséquences de l'urbaphobie*, Lausanne, Presses polytechniques et univ. romandes, p. 13-24.
- SALOMON CAVIN Joëlle, MARCHAND Bernard (éds.), 2010, *Antiurbain. Origines et conséquences de l'urbaphobie*, Lausanne, Presses polytechniques et univ. romandes.
- SENNETT Richard, 1970, *Families Against the City. Middle Class Homes of Industrial Chicago, 1872-1890*, Cambridge, Harvard Univ. Press.
- , 1977, *The Fall of Public Man*, New York, Knopf.
- TREMBLAY Gérard, 1924, « Le chômage », Montréal, Publications de l'École sociale populaire, 120-121.
- TREMBLAY Maurice, 1937, « Régionalisme », *L'Action nationale*, 6 (8), p. 274-289.
- VALLIÈRES Marc, 2008, *Histoire de Québec et de sa région*, Québec, Presses de l'Univ. Laval.
- VALVERDE Mariana, 2008 [1991], *The Age of Light, Soap, and Water: Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, Univ. of Toronto Press.
- WARREN Jean-Philippe, 2003, *L'engagement sociologique : la tradition sociologique du Québec francophone, 1886-1955*, Montréal, Boréal.
- WHITE Morton Gabriel, WHITE Lucia, 1962, *The intellectual versus the city, from Thomas Jefferson to Frank Lloyd Wright*, Cambridge, Harvard Univ. Press.
- WILLIAMS Raymond, 1973, *The country and the city*, New York, Oxford Univ. Press.

Regards catholiques sur les villes québécoises Une haine à géométrie variable (1918-1939)

Les études en histoire urbaine traitant de la haine de la ville, des discours et des pratiques qui s'en inspirent, se multiplient depuis une dizaine d'années, mais ont eu peu d'échos au Québec. Pourtant, une étude des discours catholiques québécois traitant de la ville et du fait urbain durant l'entre-deux-guerres permet non seulement de faire ressortir leurs caractéristiques au moment où la majorité de la population de la province devient citadine, mais aussi d'identifier les traits qui les distinguent de ceux que l'on observe ailleurs dans le monde catholique au même moment. Il y a, d'une part, la centralité du cas montréalais, qui incarne à lui seul toutes les tares du monde urbain aux yeux des catholiques canadiens-français et, d'autre part, la façon dont l'urbanité est associée non seulement à l'irrégion, mais à l'Autre anglophone et protestant. Généralement hostiles, ces discours laissent tout de même transparaître de timides signes d'une volonté d'appriivoiser ou de s'approprier une certaine urbanité.

Mots-clés : ville, urbanité, catholicisme, Québec, Montréal.

Catholic outlooks on Quebecers cities A flexible hatred (1918-1939)

In the last ten years, there have been an increasing number of studies in urban history interested in anti-urban discourses and practices. These researches have had little echo in Quebec. However, a study of catholic discourses on the city and the urban environment during the interwar period allows us not only to underline their characteristics at a moment when the majority of Quebecers are living in the city, but also to identify their distinctive traits. On the one hand, there is this centrality of Montreal as the incarnation of all that is considered wrong with the urban way of life, and on the other, the fact that urbanity isn't only associated with irreligion, but also with the Anglo-protestant Other. Generally hostile, these discourses still reveal shy attempts to understand the urban way of life and find ways to reconcile this way of life with the tenets of Catholicism.

Key words: city, urbanity, Catholicism, Quebec, Montreal.

Miradas católicas sobre las ciudades del Quebec Hostilidad de geometría variable (1918-1939)

Desde hace una decena de años se multiplican los estudios que, desde la historia urbana, tratan de los discursos y las prácticas antiurbanas, sin embargo estos abordajes tienen poco eco en el Quebec. Sin embargo, estudiar los discursos católicos quebequenses que tratan de la ciudad y del hecho urbano durante el entreguerras permite no sólo hacer evidentes sus características en el momento en que la mayoría de la población de la provincia se vuelve urbana, sino también identificar los rasgos que los distinguen de aquellos que se observan en otros lados del mundo católico en el mismo momento. Por un lado, el caso de Montreal encarna por sí mismo todas las taras del mundo urbano a los ojos de los católicos franco-canadienses, y, por otro lado, la urbanidad es asociada no sólo a la irreligión, sino también al Otro anglófono y protestante. Generalmente hostiles, estos discursos dejan de todas maneras entrever tímidos signos de una voluntad de familiarizarse o apropiarse de una cierta urbanidad.

Palabras clave: ciudad, urbanidad, catolicismo, Quebec, Montreal.